



1^{er} anniversaire de l'élection de Jean Charest

« J'ai jamais voté pour ça! »

par Jacques Désy

Le 14 avril dernier, Le Réseau de Vigilance, une vaste coalition syndicale, communautaire, étudiante, écologiste, féministe, invitait la population à souligner le premier anniversaire de l'élection du gouvernement Charest.



Elle souhaitait faire entendre d'une seule voix le mécontentement de la population sur des enjeux comme la réduction du rôle de l'État, le recul de la démocratie au Québec, la remise en question des programmes sociaux, l'augmentation des tarifications pour financer les baisses d'impôt, la dégradation des conditions de travail et la privatisation des services publics.

Le bilan des activités démontre qu'environ 25 000 personnes ont souligné ce triste anniversaire. Les manifestants se sont mobilisés tant aux niveaux national, régional et local pour informer la population et protester contre les orientations mises en oeuvre par le gouvernement depuis un an et proposer une autre vision de l'avenir du Québec. Un véritable feu d'artifice d'actions, d'événements et de gestes symboliques ont couvert le territoire québécois.

À Montréal, 10 000 personnes ont marché du Square Victoria jusqu'au bureau du premier ministre. Pendant la journée, environ 400 personnes, dont plu-

sieurs membres de syndicats affiliés à la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)**, ont distribué des tracts et autocollants dans 60 entrées de métro.

À Québec, plus de 8 000 personnes ont marché en direction du Parlement, sur l'heure du midi, afin d'interpeller directement les membres de l'Assemblée nationale.

Dans plusieurs régions, la CSD a pris part aux activités. Au Centre du Québec et en Mauricie, une caravane composée de membres des réseaux communautaires et syndicaux est allée rendre visite à trois députés.

En Estrie, en fin d'après-midi, environ 1 000 personnes ont marché vers les bureaux du premier ministre Charest, à Sherbrooke.

En Montérégie, dans plusieurs villes simultanément, étaient organisés un piquet chez les députés sur l'heure du midi, puis plus tard, des actions visant à ralentir la circulation sur les principales artères, dont la distribution de tracts. 

